

La note qui a tout déclenché

C'est vers 11 heures hier dimanche, qu'une note d'information et d'analyse a tout déclenché à l'Élysée. Rédigé par l'un des conseillers "police" du Président de la République", le mémo tentait d'analyser pour quelles raisons on en était arrivé là, après les incidents et les destructions enregistrés samedi sur les Champs Élysées.

La réflexion portait d'abord sur le constat de la qualité des forces de maintien de l'ordre en France. Il s'agissait de comprendre si ce n'est pas par-là que l'on avait pêché. Or, policiers et gendarmes, dès leur scolarité, reçoivent une excellente formation au maintien et au rétablissement de l'ordre dont, par parenthèse, le coût est très élevé. Dans les écoles, la police et la gendarmerie disposent de formateurs, puis d'un encadrement de grande qualité pour les unités spécialisées (CRS et gendarmes mobiles). Dès lors, correctement préparées, disposant d'une formation permanente dans le domaine, face à des situations comme celles du 16 mars, la police et la gendarmerie savent faire...

De plus, selon les renseignements en possession des autorités au plus haut niveau, ce samedi il y avait largement de quoi affronter les casseurs, tant en effectifs qu'en matériels, tout en assurant la sécurité des manifestants modérés. La violence pouvait être contenue, sans violence et avec un minimum de dégâts collatéraux.

En tout état de cause, la seule explication des dysfonctionnements était que les autorités administratives avaient élevé le principe de précaution, à un niveau supplémentaire à ce que demande régulièrement le pouvoir exécutif. Il semblait pour acquis que les ordres de mettre fin à la casse et aux violences n'étaient jamais venus. Ainsi se résumait l'analyse de la situation proposée au Président de la République.

Le "principe de précaution" qui était souligné, était celui concernant d'abord les manifestants. Le schéma habituel étant qu'il est préférable de laisser casser des biens mobiliers, plutôt que d'aller trop fort à l'affrontement, au risque de décompter une, voire plusieurs victimes. Il en va de même pour ce qui concerne la sécurité des personnels engagés. Dès lors, les ordres d'intervention ont-ils été bien lancés par la Préfecture de Police (PP) ? C'est ce que laissait entendre la note citée plus haut. Tous les regards convergeant vers le Préfet Michel Delpuech, le responsable de l'ordre public ce jour-là, Frédéric Dupuch, et même le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur. Cependant, sur le terrain, les avis divergent. Certains syndicats de police s'inscrivent dans cette analyse, d'autres pas. Interrogés par nos soins, des personnels engagés samedi disent ne pas avoir manqué d'instructions. D'autres remarquent que trop d'effectifs avaient été concentrés sur la protection de l'Élysée, désorganisant le service d'ordre sur les Champs Élysées.

En tout état de cause, le Préfet de Police est à nouveau dans la tourmente. Il pouvait faire valoir ses droits à la retraite le 30 mars. Son départ sera-t-il précipité ? Le directeur général de la Police nationale (DGPN), Éric Morvan est souvent cité comme successeur probable. Ses détracteurs trouvent cependant qu'il n'a pas jusqu'ici assez montré le côté "homme à poigne" qu'il faut pour tenir la PP. Restent que plusieurs de ses conseillers à la DGPN ont été récemment remplacés. Signe pour certains qu'il pourrait prendre de nouvelles responsabilités. Il serait alors l'homme de l'Intérieur et de l'Élysée à la Préfecture de Police de Paris.

Emmanuel Macron et les débordements de samedi

Écrit par Alain HAMON

Lundi, 18 Mars 2019 19:47 - Mis à jour Lundi, 18 Mars 2019 19:48
